



**l'Assurance  
Maladie**

Agir ensemble, protéger chacun

Caisse régionale  
Île-de-France

# CAISSE REGIONALE D'ASSURANCE MALADIE D'ILE DE FRANCE

17/19 Avenue de Flandre – 75954 PARIS CEDEX 19

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

---

### REALISATION DE PROTHESES DENTAIRES CONJOINTES

P036/2024

---

Marché public de fournitures

Procédure formalisée en application des articles L. 2124-1 et R. 2124-1 Code de la commande publique

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Identification de l'acheteur public .....	4
Article 1 : Objet du marché public .....	4
Article 2 : Etendue de la consultation .....	4
2.1 – Procédure de passation .....	4
2.2- Nature .....	4
2.3 - Forme.....	4
2.4 – Attributaire .....	4
Article 3 : Décomposition du marché public .....	4
3.1 - Allotissement.....	4
3.2 – Techniques particulières d'achat .....	5
Article 4 : PIECES CONTRACTUELLES .....	5
4.1 - Pièces contractuelles .....	5
4.2 - Pièces à remettre au Titulaire .....	6
Article 5 : Dispositions Générales .....	6
5.1 - Représentation du Titulaire .....	6
5.2 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail .....	6
5.3 - Protection de l'environnement, sécurité et santé .....	6
5.4 - Réparation des dommages .....	6
5.5 - Assurances.....	6
5.6 - Autres obligations .....	7
5.6.1 – Obligation générale de conseil .....	7
5.6.2 - Obligations relatives à la cotraitance.....	7
5.6.3 - Obligations relatives à la sous-traitance .....	7
5.6.4 - Confidentialité et sécurité .....	7
5.6.5 - Hygiène et sécurité.....	7
5.6.6 – Développement durable .....	8
Article 6 : Durée du contrat - Délai d'exécution des prestations .....	8
6.1 - Durée du contrat et début du délai d'exécution .....	8
6.1.1 - Durée du contrat .....	8
6.1.2 - Délais d'exécution (début – expiration) .....	9
6.2 – Prolongation du délai d'exécution .....	9
6.3 - Exécution complémentaire .....	9
Article 7 : Pénalités – réalisation anticipée .....	9
7.1 – Pénalités pour retard de livraison .....	10
7.2 – Pénalités pour manquement à la réglementation relative au travail dissimulé ....	10
7.3 – Pénalités pour défaillance du prestataire.....	10
7.4 – Prime pour réalisation anticipée des prestations .....	10
ARTICLE 8 : MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE .....	10
8.1 - Modalités d'émission des bons de commande .....	10
8.2 – Dérogation au principe d'exclusivité des bons de commande .....	11
Article 9 : Prix .....	11
9.1 - Contenu des prix.....	11
9.2 – Forme des prix .....	11
9.3 – Détermination des prix .....	12
9.4 - Variation des prix.....	12
9.4.1 – Actualisation des prix .....	12
9.4.2 – Révision des prix .....	12
9.4.3 – Clause de butoir .....	13
Article 10 : Exécution financière .....	13
10.1 – Avances, acomptes et régime des paiements .....	13
10.1.1 – Avances .....	13
10.1.2 – Acomptes.....	13
10.1.3 – Régime des paiements.....	13
10.2 – Retenue de garantie.....	16
Article 11 : Exécution des prestations .....	16

11.1 – Lieux d'exécution .....	16
11.2 – Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire .....	16
11.3 – Stockage, emballage et transport .....	16
11.4.1 – Stockage .....	16
11.4.2 – Emballage .....	16
11.4.3 – Transport .....	16
11.4 – Livraison .....	16
Article 12 : Constatation de l'exécution des prestations – GARANTIE .....	16
12.1 – Opérations de vérification .....	16
12.1.1 – Nature des opérations .....	16
12.1.2 – Frais de vérification .....	16
12.1.3 – Présence du titulaire .....	17
12.2 – Déroulement des opérations de vérification .....	17
12.3 – Décisions après vérification .....	17
12.3.1 – Vérifications quantitatives .....	17
12.3.2 – Vérifications qualitatives .....	17
12.4 – Admission, ajournement, réfaction et rejet .....	17
12.4.1 – Admission .....	17
12.4.2 – Ajournement .....	17
12.4.3 – Réfaction .....	17
12.4.4 – Rejet .....	17
Article 13 : Modification du marché public .....	17
article 14 : clause de reexamen .....	18
Article 15 : Garantie .....	18
Article 16 : Résiliation .....	18
Article 17 : Règlement amiable des différends .....	19
Article 18 : Langue et unité monétaire .....	19
Article 19 : Dérogations aux documents généraux .....	19

## IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR PUBLIC

Le présent marché public est conclu par la CRAMIF, en qualité de pouvoir adjudicateur, ci-après dénommée « l'Acheteur ».

## ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE PUBLIC

Le présent marché public a pour objet la réalisation de prothèses dentaires conjointes.

Lieu d'exécution des prestations : 3 rue du Maroc – 75019 PARIS

Pour plus de détails, se référer au CCTP.

## ARTICLE 2 : ETENDUE DE LA CONSULTATION

### 2.1 – Procédure de passation

Le présent marché est conclu selon une procédure **formalisée** applicable aux pouvoirs adjudicateurs supérieure aux seuils européens publiés au JORF (fixé, au moment de la publication de la présente consultation à 143 000 €HT pour les marchés de fournitures courantes et de service).

### 2.2- Nature

Le présent marché public est qualifié de **marché public de fournitures** régi par le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de services (CCAG-FCS) tel qu'issu de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services.

### 2.3 - Forme

Les prestations donneront lieu à un accord-cadre dans les conditions précisées à l'article 8 du présent cahier des clauses administratives particulières.

### 2.4 – Attributaire

Le présent marché public est conclu avec un (1) attributaire, prestataire unique ou en groupement d'entreprises dans les conditions prévues aux articles R. 2142-19 et suivants du Code de la commande publique.

## ARTICLE 3 : DECOMPOSITION DU MARCHE PUBLIC

### 3.1 - Allotissement

Lors de la consultation, le marché public n'a fait l'objet d'aucun allotissement. Conformément à l'article L. 2113-11 du Code de la commande publique, le motif de non allotissement était le suivant : la dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

### **3.2 – Techniques particulières d’achat**

#### **➤ Accord-cadre :**

Le présent marché public constitue un accord cadre en application des articles L. 2125-1 et R. 2162-2 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

- ☒ L'accord-cadre fixant toutes les stipulations contractuelles, il sera exécuté au fur et à mesure de l'émission de **bons de commande** dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 et précisées ci-dessous.

L'accord-cadre est conclu dans les limites suivantes :

- ☒ avec seulement un maximum, précisé ci-après : 300 000 € HT sur toute la durée du marché

Si le montant maximum des commandes est atteint (ou qu'il n'est plus possible d'effectuer des commandes, le montant restant à engager sur l'accord-cadre étant trop faible) avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre ou de l'une de ses reconductions, le pouvoir adjudicateur pourra, le cas échéant, notifier au titulaire concerné, une reconduction anticipée de l'accord-cadre.

**Aucune valeur minimale de commande ne pourra être exigée par le titulaire du marché.**

Les modalités d'exécution du présent accord-cadre figurent à l'article 8 du présent CCAP.

## **ARTICLE 4 : PIECES CONTRACTUELLES**

### **4.1 - Pièces contractuelles**

Conformément à l'article 4.1 du CCAG-FCS, le présent marché public est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

1. L'Acte d'Engagement (AE) (***La signature de l'Acte d'engagement vaut acceptation de l'ensemble des pièces du contrat***) et son annexe :
  - a. Annexe 1 : Bordereau des prix unitaires (BPU),
2. Le présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
3. Le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
4. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures courantes et de services (CCAG–FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021\*\* ;
5. L'offre technique du titulaire\* ;
6. Les avenants éventuels ;
7. Les actes spéciaux de sous-traitance ;

Les exemplaires des documents particuliers composant le marché public, également désigné ci-après sous le terme « contrat », détenus par la CRAMIF, font seul foi\*.

\*Aucune condition générale ou particulière figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent contrat. Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

\*\*S'agissant des pièces générales, elles ne sont pas jointes au dossier, le soumissionnaire étant supposé en avoir pris connaissance. L'entrepreneur titulaire du présent marché ne pourra en aucun cas invoquer l'ignorance des stipulations contenues dans les documents généraux pour tenter de s'exonérer de ses obligations contractuelles

#### **4.2 - Pièces à remettre au Titulaire**

La notification du contrat comprend une copie, délivrée sans frais par la CRAMIF au titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives du contrat, à l'exception du CCAG, des CCTG et, plus généralement, de toute pièce ayant fait l'objet d'une publication officielle.

Conformément à l'article 4.2.2 du CCAG-FCS, l'Acheteur remet également au titulaire, à sa demande (expresse) et sans frais, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché.

### **ARTICLE 5 : DISPOSITIONS GENERALES**

#### **5.1 - Représentation du Titulaire**

Application de l'article 3.4 du CCAG-FCS.

#### **5.2 - Protection de la main d'œuvre et conditions de travail**

Application de l'article 6 du CCAG-FCS.

#### **5.3 - Protection de l'environnement, sécurité et santé**

Application de l'article 7 du CCAG-FCS.

#### **5.4 - Réparation des dommages**

Application de l'article 8 du CCAG-FCS.

#### **5.5 - Assurances**

Le Titulaire s'engage à fournir spontanément à la CRAMIF, bénéficiaire des prestations, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord cadre ou du marché, les documents mentionnés aux articles D. 8222-5 et D. 8222-7 du Code du travail ainsi que l'attestation de vigilance datée de moins de 6 mois de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L243-15 du code la sécurité sociale émanant de l'Urssaf et la liste nominative des salariés étrangers employés par le cocontractant et soumis à autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail.

Par ailleurs, les pièces suivantes devront être également déposées :

- Attestation de régularité fiscale
- Le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13
- Attestation d'assurance en cours de validité

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont obligatoirement déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à sa disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>

Faute de produire les documents précités, l'accord cadre et/ou le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

## **5.6 - Autres obligations**

### **5.6.1 – Obligation générale de conseil**

Considérant la qualité de professionnel du Titulaire et la responsabilité qui lui est dévolue par le présent marché public, celui-ci est tenu à une obligation générale d'information, d'avis, et de conseil vis à vis de l'Acheteur.

Le Titulaire doit notamment prêter son concours à la CRAMIF, dans le cadre des obligations du présent marché public et l'assister dans ses relations avec l'ensemble des administrations concernées, intervenant dans les secteurs objet du présent marché public notamment en lui apportant les informations qui lui sont nécessaires à la bonne organisation du service.

### **5.6.2 - Obligations relatives à la cotraitance**

Les règles relatives à la cotraitance sont fixées par les articles R. 2142-19 du Code de la commande publique et 3.5 du CCAG-FCS.

### **5.6.3 - Obligations relatives à la sous-traitance**

Application de l'article L. 2193-3 du Code de la commande publique, de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifié relative à la sous-traitance et des articles 3.6 et 5.4 du CCAG-FCS.

### **5.6.4 - Confidentialité et sécurité**

#### **a) Obligation de confidentialité**

Application de l'article 5.1 du CCAG-FCS.

#### **b) Protection des données à caractère personnel**

Application de l'article 5.2 du CCAG-FCS.

#### **c) Mesures de sécurité**

Application de l'article 5.3 du CCAG-FCS.

### **5.6.5 - Hygiène et sécurité**

Le Titulaire est seul responsable de l'application des règles relatives à l'hygiène et la sécurité du travail concernant son personnel. Il est tenu d'exploiter le service en conformité avec la législation et la réglementation en vigueur régissant les conditions de travail des salariés et notamment les divers codes et règlements de la protection et de l'hygiène du travail, ainsi que les règles d'usage de la profession.

Le personnel de l'entreprise Titulaire doit obligatoirement porter la tenue et les équipements de protection individuelle et de sécurité pendant le temps de travail. L'ensemble de la tenue est à la charge de l'entreprise Titulaire. Elle doit être en permanence propre et entretenue, sans déchirure ni souillure.

Le personnel doit avoir une conduite conforme à sa mission, qui implique notamment la courtoisie à l'égard d'autrui. La CRAMIF peut demander un rappel à l'ordre et, à défaut d'amélioration constatée dans le mois suivant, exiger le remplacement de tout agent dont le comportement est un obstacle au bon fonctionnement du service.

Il est interdit aux agents du Titulaire de solliciter ou de recevoir des usagers une rémunération quelconque.

#### **5.6.6 – Développement durable**

Le prestataire devra adopter des pratiques visant à limiter l'empreinte carbone des livraisons et du transport des prothèses dentaires. Il s'engage à :

- Regrouper les expéditions pour réduire le nombre de trajets et minimiser les émissions de gaz à effet de serre, conformément aux principes de la stratégie nationale bas-carbone (SNC), en particulier l'objectif de réduction des émissions de 40 % d'ici 2030
- Privilégier l'utilisation de moyens de transport à faibles émissions (véhicules électriques ou hybrides) ou toute autre solution logistique ayant un impact minimal sur l'environnement
- Proposer des emballages recyclables, réutilisables ou composables, limitant ainsi la production de déchets et respectant les exigences de la Directive 94/62/CE sur les emballages et les déchets d'emballages.

Le prestataire devra garantir des conditions de travail respectueuses des droits fondamentaux des travailleurs, conformément à la législation en vigueur. À ce titre, il s'engage à :

- Assurer la non-discrimination en matière de recrutement et de gestion du personnel, en respectant les principes d'égalité des chances, et en ne tolérant aucune forme de discrimination liée à l'âge, au sexe, à l'origine, à l'orientation sexuelle, à la religion ou à tout autre motif
- Veiller à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes conformément aux dispositions de l'article L1142-1 du Code du travail et à mettre en place des actions concrètes pour favoriser cette égalité dans l'entreprise
- Assurer le respect des normes de santé et de sécurité au travail (articles L4121-1 et suivants du Code du travail), en mettant en œuvre des mesures préventives pour éviter les accidents et les maladies professionnelles
- Garantir que tous les employés bénéficient d'une rémunération équitable, conforme au minimum légal et aux conventions collectives applicables.

## **ARTICLE 6 : DUREE DU CONTRAT - DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **6.1 - Durée du contrat et début du délai d'exécution**

#### **6.1.1 - Durée du contrat**

Le marché public prend effet à compter de sa date de notification.

Il pourra être reconduit 3 (trois) fois par période de 12 (douze) mois, soit pour une durée maximale de 4 (quatre) ans.

Conformément à l'article R. 2112-4 du Code de la commande publique, la décision de reconduire le marché public est **tacite**. Ainsi, en cas de silence gardé par la CRAMIF, l'accord-cadre est automatiquement reconduit.



Le titulaire ne peut refuser sa reconduction ni prétendre au versement d'une quelconque indemnité en cas de non-reconduction.

En cas de non reconduction, le titulaire reste engagé jusqu'à la fin de la période de validité en cours.

La décision qui serait prise par la CRAMIF de ne pas reconduire le marché public, qui se doit d'être écrite, n'ouvrira pour le titulaire aucun droit à indemnité à ce titre. Cette décision sera adressée au titulaire deux (2) mois avant la date anniversaire de prise d'effet du marché public.

Le cas échéant, et conformément à l'article R. 2162-5 du Code de la commande publique, les bons de commande ne peuvent être conclus ou émis que durant la période de validité de l'accord-cadre. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre. L'acheteur ne peut fixer une durée telle que l'exécution des marchés subséquents ou des bons de commande se prolonge au-delà de la date limite de validité de l'accord-cadre dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique.

#### **6.1.2 - Délais d'exécution (début – expiration)**

Application des articles 13.1 (à l'exception de l'article 13.1.2) et 13.2 du CCAG-FCS.

Les délais d'exécution sont fixés à l'article 4 du CCTP.

Par dérogation à l'article 13.1.2, le délai d'exécution court à compter du jour où le titulaire récupère les travaux.

#### **6.2 – Prolongation du délai d'exécution**

Application de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

#### **6.3 - Exécution complémentaire**

La CRAMIF se réserve le droit de recourir, si besoin est, à la procédure de marchés publics négociés sans publicité ni mise en concurrence préalables telle qu'issue de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique pour la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire.

### **ARTICLE 7 : PENALITES – REALISATION ANTICIPEE**

Si le titulaire ne remplit pas les obligations qui lui sont imposées par le présent contrat, des pénalités pourront lui être infligées **sans mise en demeure préalable et sans préjudice s'il y a lieu**, des dommages et intérêts envers les tiers.

Toutes les pénalités ou réfaction citées ci-dessous, seront appliquées sur la facture du mois suivant leur constat. Elles sont ensuite déduites du montant du contrat actualisé ou révisé TTC. Si la pénalité trouve à s'appliquer en dehors de la période contractuelle prévue à l'article 2 du présent acte d'engagement, le prestataire s'engage à l'honorer

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000,00 €HT pour l'ensemble du marché.

**L'ensemble des pénalités est cumulable.**

### **7.1 – Pénalités pour retard de livraison**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, sur simple constat d'un agent de la CRAMIF, une pénalité forfaitaire de 10 % du prix de la prothèse si la continuité des soins est retardée d'une semaine ou plus.

### **7.2 – Pénalités pour manquement à la réglementation relative au travail dissimulé**

Conformément à l'article L.8222-6 du Code du Travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même Code, il pourra lui être appliqué une pénalité de 10 % du montant HT du contrat, dans la limite des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5.

### **7.3 – Pénalités pour défaillance du prestataire**

Le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, sur simple constat d'un agent de la CRAMIF:

Les pénalités suivantes seront appliquées en cas de non-respect des exigences du CCTP :

Description	Pénalité
Non-respect de l'étape prothétique	25 % du tarif indiqué au BPU
Non-respect des modalités de livraison autre que le délai de livraison (défaut de protection, défaut ou mauvais remplissage du bulletin, ...)	50 € par livraison
Défaut au 2ème essai	25 % du tarif indiqué au BPU
Défaut au 3ème essai	35 % du tarif indiqué au BPU
Non-prévenance du service dentaire du retard de livraison au moins 24h à l'avance	25% du tarif indiqué au BPU

### **7.4 – Prime pour réalisation anticipée des prestations**

Sans objet.

## **ARTICLE 8 : MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE**

Comme indiqué à l'article 3.2 du présent CCAP, le présent marché public constitue un accord-cadre dont les modalités d'exécution sont les suivantes :

☒ **Accord-cadre fixant toutes les stipulations contractuelles exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande en application des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique**

### **8.1 - Modalités d'émission des bons de commande**

Les bons commande, établis suivants les stipulations contractuelles telles qu'issues de l'ensemble des pièces contractuelles du présent accord-cadre, interviendront au fur et à mesure de la survenance des besoins de la CRAMIF.

(Article R. 2162-13 du Code de la commande publique) *Les bons de commande sont des documents écrits adressés aux titulaires de l'accord-cadre qui précisent celles des prestations, décrites dans l'accord-cadre, dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité.*

(Article R. 2162-14 du Code de la commande publique) *L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable des titulaires, selon des modalités prévues par l'accord-cadre.*

Les bons de commande ne peuvent être conclus ou émis que durant la période de validité de l'accord-cadre. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre. L'acheteur ne peut fixer une durée telle que l'exécution des marchés subséquents ou des bons de commande se prolonge au-delà de la date limite de validité de l'accord-cadre dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique.

Dans le présent accord-cadre, seul le service Achats Marchés de la CRAMIF est habilité à émettre des bons de commande.

### **8.2 – Dérogation au principe d'exclusivité des bons de commande**

En cas de défaillance du titulaire ou de tout autre cas jugé urgent ou prioritaire, l'organisme peut être amené, à titre ponctuel et exceptionnel, à confier à un autre prestataire, tout ou partie de la mission sans avoir à justifier sa démarche auprès dudit titulaire ou à verser à ce dernier une quelconque indemnité.

Le montant estimatif des bons de commande pouvant être émis est de : 15 000 € HT

## **ARTICLE 9 : PRIX**

### **9.1 - Contenu des prix**

Application de l'article 10 du CCAG-FCS.

Le prix comprend l'ensemble des prestations décrites au contrat. Par conséquent, le titulaire devra exécuter à ses frais toutes prestations omises dans sa proposition et nécessaires à la bonne exécution du marché public (livraison incluse ; les prix s'entendent franco de port).

#### **➤ Variation des taxes fiscales**

En cas de modification de la législation fiscale, si le taux ou l'assiette des charges fiscales frappant la prestation est différent à l'époque du fait générateur, du taux ou de l'assiette prévu dans le contrat, les prix de règlement tiennent compte de cette variation et il sera fait application de la taxe au taux en vigueur à la date du fait générateur.

### **9.2 – Forme des prix**

Les prix du marché public sont traités à prix unitaires, sur la base du bordereau des prix unitaires annexé(e) à l'acte d'engagement.

### **9.3 – Détermination des prix**

Les prix du marché public sont déterminés par application des prix unitaires tels qu'issus du bordereau des prix unitaires annexé(e) à l'acte d'engagement aux quantités de fournitures réellement livrées.

### **9.4 - Variation des prix**

#### **9.4.1 – Actualisation des prix**

Sans objet.

#### **9.4.2 – Révision des prix**

Conformément à l'article R. 2112-13 du Code de la commande publique, les prix sont **définitifs et révisables**.

Conformément aux articles 10.2.2 et 10.2.3 du CCAG-FCS, les prix sont révisables dans les conditions définies ci-dessous :

➤ **Date d'établissement du prix initial :**

Les prix du contrat sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres soit le **mois** de mars 2025. Ce mois est appelé « mois zéro ».

➤ **Modalités de calcul de la révision :**

La révision est effectuée par application aux prix du contrat d'un coefficient de révision C, donnée par la formule :

$$P = P0 * [(ICHTm / ICHTm0) * 0.60 + (Im / Im0) * 0.40]$$

Dans laquelle :

- Im et Im0 sont les valeurs prises par l'indice ci-dessous respectivement au mois m0 (mois zéro) et au mois m (mois de révision).

I est l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 32.50 – Instruments et fournitures à usage médical et dentaire – Prix de marché – Base 2021 - Identifiant 01076472 - publié sur le site internet de l'INSEE.

- P0 = montant initial HT du prix à la date de notification du marché
- Im = valeur connue de l'indice à la date anniversaire du marché
- Im0 = valeur de l'indice à la date d'établissement du prix (date de remise de l'offre par le titulaire)

- ICHTm et ICHTm0 sont les valeurs prises par l'indice ci-dessous respectivement au mois m0 (mois zéro) et au mois m (mois de révisions).

ICHT est l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - activités spécialisées, scientifiques, techniques (NAF rév. 2 section M) - Base 100 en décembre 2008 – Identifiant 001565195 – publié sur le site internet de l'INSEE.

- P0 = montant initial HT du prix à la date de notification du marché
- ICHTm = valeur connue de l'indice à la date anniversaire du marché
- ICHTm0 = valeur de l'indice à la date d'établissement du prix (date de remise de l'offre par le titulaire)

➤ **Périodicité de mise en œuvre de la révision :**

Les prix seront révisés annuellement à la date anniversaire de prise d'effet du marché public.

**9.4.3 – Clause de butoir**

Sans objet.

## **ARTICLE 10 : EXECUTION FINANCIERE**

### **10.1 – Avances, acomptes et régime des paiements**

#### **10.1.1 – Avances**

Le cas échéant, une avance sera accordée en application des articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique et de l'article 11.1 du CCAG-FCS.

(Article R. 2191-16 du Code de la commande publique) « Lorsque l'accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande ne prévoit pas de montant minimum, l'avance est accordée pour chaque bon de commande remplissant les conditions prévues à la sous-section 1.

L'avance sera remboursée en une seule fois lorsque le seuil de 65% est atteint.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde. »

Le montant de l'avance est fixée à 10 % (*minimum 10 % si PME ou TPE*).

#### **10.1.2 – Acomptes**

Sans objet.

#### **10.1.3 – Régime des paiements**

Application des articles R. 2191-26 et suivants du Code de la commande publique et des articles 11.2 et 11.3 du CCAG-FCS.

Pour rappel, « *Un règlement partiel définitif est un règlement non susceptible d'être remis en cause par les parties après son paiement, notamment lors de l'établissement du solde.*

*A l'exception des marchés de travaux, l'acheteur peut prévoir des règlements partiels définitifs. ».*

➤ **Contenu de la demande de paiement**

Application des articles 11.5 et 11.6 du CCAG-FCS.

Le titulaire est invité à remettre ses demandes de paiement, selon la périodicité fixée à l'article suivant, au format électronique sur la **plateforme « Chorus pro »**, conformément aux articles L. 2192-1 et suivants du Code de la commande publique :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Elles devront comporter les mentions obligatoires définies à l'article D. 2192-2 du Code de la commande publique :

- « 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget, annexé au présent code, fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures. »

Les prix de règlement tiendront compte des variations éventuelles de la T.V.A., sauf dispositions particulières édictées en vertu de la réglementation générale des prix.

Par dérogation à l'article 11.8 du CCAG-FCS, les factures non conformes aux prescriptions ci-dessus seront renvoyées au titulaire du marché, interrompant le délai de paiement indiqué à l'article 5.3.3 du présent C.C.A.P.

#### ➤ **Remise de la demande de paiement**

Les paiements seront effectués selon les règles de la comptabilité publique et se feront à terme échu après admission des prestations et sur présentation des factures, par mandat administratif et par virement sur le compte bancaire du titulaire, mentionné dans l'acte d'engagement. Chaque bon de commande donne lieu à une facture émise après la livraison de la totalité des fournitures commandées. La livraison partielle ne donne pas lieu à facturation, sauf dérogation accordée par la CRAMIF. Dans cette hypothèse, les fournitures réellement livrées pourront donner lieu à facturation. Les reliquats éventuels seront facturés une fois livrés. Une seule facture devra être adressée. Le titulaire devra mentionner en amont si des reliquats sont susceptibles d'être livrés par la suite.

Les factures porteront les indications et les mentions légales prévues à l'article 11.5 du CCAG FCS.

➤ **Acceptation de la demande de paiement**

Application de l'article 11.6 du CCAG-FCS.

➤ **Paiement pour solde et règlement partiels définitifs**

Conformément à l'article 11.7.1 du CCAG-FCS, la demande de paiement donne lieu à un règlement partiel définitif des prestations fournies, chaque bon de commande faisant l'objet d'une réception, et d'un solde propre (paiement unique à l'issue de l'exécution des prestations).

➤ **Délais global de paiement et intérêts moratoires**

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif et par fonds propres.

Conformément aux dispositions du titre IV de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 susmentionnée et de son décret d'application décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le délai global de paiement d'un marché public ne peut excéder trente (30) jours.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou le sous-traitant, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

Ce retard donne également lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires est fixé à quarante (40) euros. Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de l'indemnité forfaitaire, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire. Il doit adresser sa demande à la CRAMIF et y joindre les justificatifs nécessaires (ex : note d'honoraires d'un avocat, facture d'une entreprise de recouvrement).

➤ **Règlement en cas de cotraitance ou sous-traitance**

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- à l'entrepreneur titulaire et ses sous-traitants
- à l'entrepreneur mandataire titulaire, ses cotraitants et ses sous-traitants éventuels

**Cotraitance :** Application de l'article 12.1 du CCAG-FCS et ce conformément aux dispositions du titre IV de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 susmentionnée et de son décret d'application décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

**Sous-traitance :** Application des articles L. 2193-10 et suivants du Code de la commande publique et 12.2 du CCAG-FCS, et ce conformément aux dispositions du titre IV de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 susmentionnée et de son décret d'application décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

#### **10.2 – Retenue de garantie**

Sans objet.

### **ARTICLE 11 : EXECUTION DES PRESTATIONS**

#### **11.1 – Lieux d'exécution**

Le cas échéant, application de l'article 17 du CCAG-FCS.

#### **11.2 – Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire**

Le cas échéant, application de l'article 18 du CCAG-FCS.

#### **11.3 – Stockage, emballage et transport**

##### **11.4.1 – Stockage**

Le cas échéant, application de l'article 20.1 du CCAG-FCS.

##### **11.4.2 – Emballage**

Le cas échéant, application de l'article 20.2 du CCAG-FCS. Il est précisé que la prothèse commandée devra impérativement être livrée dans un emballage lui assurant une parfaite protection.

##### **11.4.3 – Transport**

Le cas échéant, application de l'article 20.3 du CCAG-FCS.

#### **11.4 – Livraison**

Le cas échéant, application de l'article 21 du CCAG-FCS

### **ARTICLE 12 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS – GARANTIE**

Conformément à l'article R. 2191-23 du Code de la commande publique, « *les prestations effectuées par le titulaire d'un marché qui donnent lieu à versement d'avances ou d'acomptes, à règlement partiel définitif, ou à paiement pour solde, sont constatées par un écrit établi par l'acheteur ou vérifié et accepté par lui* ».

#### **12.1 – Opérations de vérification**

##### **12.1.1 – Nature des opérations**

Application de l'article 27.1 du CCAG-FCS.

##### **12.1.2 – Frais de vérification**

Application de l'article 27.2 du CCAG-FCS.



### **12.1.3 – Présence du titulaire**

Application de l'article 27.3 du CCAG-FCS.

### **12.2 – Déroulement des opérations de vérification**

Application de l'article 28 du CCAG-FCS.

### **12.3 - Décisions après vérification**

#### **12.3.1 – Vérifications quantitatives**

Application de l'article 29.1 du CCAG-FCS.

#### **12.3.2 – Vérifications qualitatives**

Application de l'article 29.2 du CCAG-FCS.

### **12.4 – Admission, ajournement, refaction et rejet**

#### **12.4.1 – Admission**

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS, la vérification de la conformité de la réalisation sera effectuée par le praticien lors de l'essayage de la prothèse et un certificat de conformité devra être systématiquement remis avec chaque dispositif médical sur mesure afin de respecter la législation en vigueur.

#### **12.4.2 – Ajournement**

Application de l'article 30.2 du CCAG-FCS.

#### **12.4.3 – Réfaction**

Application de l'article 30.3 du CCAG-FCS.

#### **12.4.4 – Rejet**

Application de l'article 30.4 du CCAG-FCS.

## **ARTICLE 13 : MODIFICATION DU MARCHE PUBLIC**

Article L. 2194-1 du Code de la commande publique

« Un marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence dans les conditions prévues par voie réglementaire, lorsque :

- 1° Les modifications ont été prévues dans les documents contractuels initiaux ;
- 2° Des travaux, fournitures ou services supplémentaires sont devenus nécessaires ;
- 3° Les modifications sont rendues nécessaires par des circonstances imprévues ;
- 4° Un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché ;
- 5° Les modifications ne sont pas substantielles ;
- 6° Les modifications sont de faible montant.

Qu'elles soient apportées par voie conventionnelle ou, lorsqu'il s'agit d'un contrat administratif, par l'acheteur unilatéralement, de telles modifications ne peuvent changer la nature globale du marché. »

## **ARTICLE 14 : CLAUSE DE REEXAMEN**

Conformément aux articles R2194-1 à R2194-10 du Code de la commande publique, l'organisme prévoit une clause de réexamen et le présent accord-cadre peut faire l'objet de modifications.

Le champ d'application et la nature de ces modifications ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage sont précisées ci-dessous :

- En cas de nouvelles mesures inhérentes à une crise (sanitaire, conflit géopolitique, autre crise autre que l'inflation) impliquant des difficultés d'exécution des prestations (techniques et financières) par le titulaire
- Une modification de la législation et/ou de la réglementation ayant des conséquences sur l'exécution du marché
- Ajout de nouveaux besoins non répertoriés par le présent accord-cadre ;

Ces modifications en cours d'exploitation seront prises par voie d'avenant. La liste ci-dessous n'est pas exhaustive.

## **ARTICLE 15 : GARANTIE**

Par dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS, les travaux font l'objet d'une garantie minimale de 2 ans.

## **ARTICLE 16 : RESILIATION**

Les conditions de résiliation applicables au présent contrat seront celles du chapitre 7 du CCAG-FCS.

Par ailleurs, le marché pourra être dénoncé à tout moment par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandées avec accusé de réception, sous réserve de respecter un préavis de 4 (quatre) mois.

En outre, par dérogation à l'article 41 du CAG FCS, le marché pourra être résilié sans indemnité après une mise en demeure minimale de 15 jours si le titulaire ne respecte pas les règles de l'art dans l'exécution des prestations notamment sur la qualité esthétique et fonctionnelle des prothèses dentaires.

La CRAMIF insiste sur la spécificité même de sa mission de service public qui lui impose d'assurer une continuité de service.

D'autre part, en application de l'article L. 2195-4 du Code de la commande publique, « lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11, il informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation.

L'acheteur peut alors résilier le marché pour ce motif.

Toutefois, l'acheteur ne peut prononcer la résiliation du marché au seul motif que l'opérateur économique fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire en application de l'article L. 631-1 du code de commerce, sous réserve des hypothèses de résiliation de plein droit prévues au III de l'article L. 622-13 du même code. »

Enfin, en application de l'article L. 2195-5 du Code de la commande publique, « lorsqu'un marché n'aurait pas dû être attribué à un opérateur économique en raison d'un manquement grave aux obligations prévues par le droit de l'Union européenne en matière de marchés qui a été reconnu par la Cour de justice de l'Union européenne dans le cadre de la procédure prévue à l'article 258 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, l'acheteur peut le résilier ».

## ARTICLE 17 : REGLEMENT AMIABLE DES DIFFERENDS

Conformément à l'article L.2197-1 du Code de la commande publique, « *les parties à un contrat administratif peuvent recourir à un tiers conciliateur ou médiateur, dans les conditions fixées par les chapitres Ier et II du titre II du livre IV du code des relations entre le public et l'administration.* ».

En application de l'article 46.1 du CCAG-FCS, « *L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché* ».

En complément de l'article 46 du CCAG-FCS, en cas de litige, seul le Tribunal judiciaire de Paris est compétent en la matière.

## ARTICLE 18 : LANGUE ET UNITE MONETAIRE

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue **française**. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

L'unité monétaire est l'euro.

## ARTICLE 19 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS par l'article 7 du CCAP

Dérogation à l'article 11.8 du CCAG-FCS par l'article 10.1.3 du CCAP

Dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS par l'article 12.4.1 du CCAP

Dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS par l'article 15 du CCAP

Dérogation à l'article 41 du CCAG-FCS par l'article 16 du CCAP